

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : Article 36 (Titre VI)

Déposée par MM. Santer, Helminger et Fayot (Titulaires, Luxembourg) ainsi que Mme Wagener et M. Schmit (Suppléant, Luxembourg)

Article 36 : Transparence des travaux des institutions de l'Union

1. Afin de promouvoir une bonne gouvernance, et d'assurer la participation de la société civile, les institutions de l'Union œuvrent dans le plus grand respect possible du principe d'ouverture.
2. Le Parlement européen siège en public, ~~ainsi que le Conseil lorsqu'il délibère sur une proposition législative.~~ Le Conseil siège en public lorsqu'il statue dans le cadre d'une procédure conduisant à l'adoption d'une loi européenne ou d'une loi-cadre européenne.
3. Toute citoyenne ou tout citoyen de l'Union ou toute personne physique ou morale résidant dans un État membre dispose d'un droit d'accès aux documents, quelle que soit la forme dans laquelle ils sont produits, du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, ainsi que des agences et organes créés par ces institutions.
4. Les principes généraux, les conditions et les limites qui, pour des raisons d'intérêt public ou privé, régissent l'exercice du droit à l'accès aux documents sont fixés par le Parlement européen et le Conseil conformément à la procédure législative.
5. Chaque institution, agence ou organe visé au paragraphe 2 définit dans son règlement intérieur des dispositions particulières concernant l'accès à ses documents.

Explication éventuelle :

Par souci de cohérence, il convient d'aligner les dispositions relatives à la transparence dans ce chapitre sur celle des chapitres précédents, notamment de l'article 25 dont il ressort que le Conseil siège en public lorsqu'il statue dans le cadre d'une procédure législative.